



Face à un budget de classe organiser la lutte

L'examen du budget à l'Assemblée nationale est bien loin des préoccupations des travailleurs et du peuple. Des députés de « gauche » à ceux du RN en passant par la droite, le Modem ou Renaissance tous se positionnent en soi-disant opposants, chacun tirant la couverture à soi pour se placer en vue des prochaines élections. Il s'agit de faire payer davantage la note aux travailleurs mais surtout pas au capital. Tous ont gouverné ou aspirent à le faire en respectant la feuille de route dictée par les capitalistes. Chacun à sa façon tous insistent lourdement sur les « sacrifices » indispensables que les travailleurs et le peuple doit faire.

Tous ces partis sont au service du capital et montrent que les jeux et combines parlementaires ne sont pas là pour combattre les politiques de Macron et du RN. L'alliance négociée par Le Pen sauve temporairement le gouvernement Barnier : de « *laissons sa chance à ce gouvernement* » à nos députés « *seront des soutiens, et non des obstacles, si vous faites preuve de courage* », le RN de Le Pen dit oui à la politique austéritaire de Barnier en présentant la semaine dernière un contre-budget ultra-austéritaire avec 15 milliards d'économies supplémentaires à travers des coupes dans de nombreux secteurs. Son objectif: donner des gages de respectabilité au patronat, aux institutions européennes et séduire les milieux économiques.

Côté syndical face au budget 2025, à la réforme des retraites, aux plans de licenciements règne le calme plat et on peut s'interroger sur les propos de leurs leaders. La secrétaire générale de la CFDT, Marylise Léon, estime que ça « *tape dur* », tout en reconnaissant nécessaire de « *faire des efforts* » et « *il est normal* » que les entreprises y contribuent... « *Comment fait-on en sorte que les efforts soient partagés et que ce ne soient pas les plus fragiles qui en payent le prix le plus cher ?* ». Pour FO un simple constat: « *quoi qu'il en soit, cette cure d'austérité risque de plonger l'économie dans la stagnation voire la récession avec en ligne de mire des pertes de pouvoir d'achat immédiates pour tous les retraités et les consommateurs avec l'augmentation conséquente de la taxe sur l'électricité (TICFE)* ». Sophie Binet affiche la détermination de la CGT et son opposition verbale aux projets de PLF et PLFSS pour 2025 en pointant les « *coupes dans les services publics* » ou les mesures envisagées sur l'apprentissage. Mais pour autant, interrogée sur sa participation à une discussion ne mettant pas en perspective la suspension ou l'annulation du report de l'âge légal de départ à la retraite à 64 ans, elle se contente de répondre que la CGT « *veut parler de tous les sujets* »... « *Pour l'instant, dans nos échanges avec le gouvernement, il n'y a rien sur la table* » tout en se félicitant de la plus grande place accordée à la démocratie sociale portée par Michel Barnier et Astrid Panosyan-Bouvet ! « *Nous allons batailler pour que les salariés seniors puissent être gardés dans l'emploi et qu'ils gagnent de nouveaux droits* » ! Où est passée l'abrogation de la réforme des retraites ? Sophie Binet demande également « *un moratoire sur les licenciements* », afin « *de nous laisser du temps de travailler avec les pouvoirs publics sur la reprise des sites* ». C'est du mano à mano avec le pouvoir alors que l'affrontement de classe avec les capitalistes s'intensifie et face à un gouvernement plus destructif que jamais mettant en œuvre une offensive austéritaire historique. Toutes ces attaques d'ampleur sont une raison supplémentaire de s'opposer résolument au gouvernement Barnier et cela ne se fera ni à l'Assemblée Nationale ni à Matignon. Le chemin parlementaire n'est qu'un leurre. L'abrogation de la réforme des retraites ne se fera pas dans le cadre du PLFSS pour 2025 ou de la proposition de loi qui sera présentée par LFI dans le cadre de sa niche parlementaire le 28 novembre, tout comme celle portée par le Rassemblement national examinée le 31 octobre.

Ce n'est que par le rapport de force et de classe dans la rue et par la grève qu'il est possible de faire reculer Barnier et le patronat. Nous ne pouvons nous contenter de demandes molles tel que le « *moratoire des licenciements* » comme s'il s'agissait de ne brusquer ni le gouvernement ni le patronat afin de maintenir le fil du « *dialogue social* ». Les travailleurs n'ont rien à attendre des combinaisons gouvernementales et patronales face à l'austérité venant à grand pas, ce n'est pas aux travailleurs de payer la note. Il n'y aura pas d'issue sans affronter ceux qui sont les responsables de la dette : le grand patronat qui se gave et ceux qui sont les loyaux

gestionnaires de leurs intérêts.

C'est bel et bien le patronat qui licencie en masse, qui gèle les salaires avec l'aval du gouvernement. C'est Macron et le premier ministre Barnier qui entendent faire 60 milliards d'euros d'économies en augmentant les taxes sur l'électricité et en s'attaquant aux arrêts de travail, aux retraites et aux services publics... Face aux attaques qui se multiplient contre les salaires, la santé, l'éducation, il y a urgence à construire dès maintenant un rapport de force dans les entreprises, les services, dans la rue par la mobilisation et non de désarmer les travailleurs en créant l'illusion dans le « *dialogue social* ». Il n'y a rien à attendre des "*discussions de salon*" entre *partenaires sociaux* dans les salons ministériels, ne nous laissons pas détourner par les fausses solutions.

Face aux attaques du capital il faut nécessairement affronter sans compromis le patronat capital et le gouvernement et organiser la contre-offensive des travailleurs. Afin de nous défendre, ne comptons que sur nos mobilisations, sur les grèves pour reprendre les milliards accaparés par le capital, faire payer la part injustement appelée patronale des cotisations sociales, frapper les profits capitalistes, s'attaquer au pouvoir des multinationales qui gouvernent notre pays. Mais il faut aussi mener la lutte politique pour le changement de société, pour la débarrasser du capitalisme c'est incontournable pour que les travailleurs prennent le pouvoir et dirige dans le sens de leurs intérêts, de ceux du peuple, de la nation et de la paix.